

# **Réflexion sur la restructuration économique du secteur militaire au début du XXI<sup>e</sup> siècle**

**ARES, Défense et Sécurité,  
Grenoble, 2004.**

**Jacques Fontanel**  
Professeur,  
Directeur PEPSE, Espace Europe,  
Université Pierre Mendès France de Grenoble

-----

Résumé : La restructuration des industries d'armement est d'abord présentée comme un facteur de « destruction créatrice ». Comme les besoins militaires et stratégiques sont différents de ceux qui étaient nécessaires pendant la guerre froide, les nouvelles formes d'armement se font aussi sur la base de « désarmement » d'un certain nombre d'activités. L'influence de ces processus est hétérogène, elle dépend des conditions de leur mise en place. Enfin, depuis le 11 septembre 2001, les conditions géopolitiques mondiales ont changé. Il en résulte de nouvelles interrogations quant aux nouveaux moyens à mettre en place pour lutter contre les nouvelles menaces. La globalisation, dominée par les pays les plus riches, ne conduit pas nécessairement à la paix. Les autorités militaires d'aujourd'hui combinent une insatiable demande pour de nouvelles armes et une aversion accrue pour leur utilisation, par crainte de l'utilisation de l'arme nucléaire.

Summary : The restructuring of the arms industries is first presented as a factor of "creative destruction". As the military and strategic needs are different from those needed during the Cold War, new forms of armaments are also based on the "disarmament" of a number of activities. The influence of these processes is heterogeneous, it depends on the conditions of their implementation. Finally, since September 11, 2001, global geopolitical conditions have changed. The result is new questions about new ways to tackle new threats. Globalization, dominated by the richest countries, does not necessarily lead to peace. Today's military authorities are combining an insatiable demand for new weapons with increased aversion to their use for fear of using nuclear weapons.

Mots clés : industrie d'armement, vente d'armes, restructuration industrielle, destruction créatrice, course aux armement, arms industry, arms sales, industrial restructuring, creative destruction, arms race

En 1988, Paul Kennedy, dans un livre aussi célèbre que contesté, s'est proposé de démontrer l'idée selon laquelle, à toute période, l'importance excessive accordée au pouvoir militaire par les grandes puissances économiques était un facteur inéluctable de décadence. Près de deux décennies plus tard, l'hypothèse du déclin de « l'empire américain » s'est avérée, au moins provisoirement, démentie par les faits, notamment ceux relatifs à l'effondrement du système socialiste, à l'essor de l'économie de la nouvelle information et à la relance de l'économie et de la technologie américaines. Ainsi, de pays en déclin, les Etats-Unis sont dorénavant perçus comme la grande puissance hégémonique de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, alors même que son gouvernement est resté particulièrement frileux dans la voie d'une réduction des dépenses militaires, au contraire des anciens pays socialistes, il est vrai brutalement concernés par la fin de l'économie planifiée et la mise en place de politiques de transition vers une économie de marché<sup>1</sup>. Les Etats-Unis déclarent dépenser autant que la Chine, la Russie, la France, le Japon, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Inde, le Pakistan et Israël réunis. En matière de RD militaire, les Etats-Unis dépensent plus de la moitié des dépenses correspondantes de ses alliés européens. Depuis 1987, les dépenses militaires mondiales ont été réduites de plus d'un tiers, principalement en Russie, dans les économies en transition et dans certains pays occidentaux. Cependant, les pays d'Asie du sud-est réarment progressivement et l'année 2000 se caractérise par un début de renversement de la tendance. Il en résulte une perte des repères stratégiques et l'émergence, même non révélée, d'une tentation hégémonique.

La restructuration des industries d'armement est d'abord présentée comme un facteur de « destruction créatrice ». Comme les besoins militaires et stratégiques sont différents de ceux qui étaient nécessaires pendant la guerre froide, les nouvelles formes d'armement se font aussi sur la base de « désarmement » d'un certain nombre d'activités. L'influence de ces processus est hétérogène, elle dépend des conditions de leur mise en place. Enfin, depuis le 11 septembre 2001, les conditions géopolitiques mondiales ont changé. Il en résulte de nouvelles interrogations quant aux nouveaux moyens à mettre en place pour lutter contre les nouvelles menaces.

## **I. La restructuration des industries d'armement comme facteur de développement**

---

<sup>1</sup> Klein, L.R.(1993), Développement et désarmement. La signification, in « Economistes de la paix (J. Fontanel, ed.), Presses Universitaires de Grenoble. Grenoble. Tinbergen, J. (1993), Paix et économie. in « Economistes de la paix (J. Fontanel, ed.), Presses Universitaires de Grenoble. Grenoble. Fontanel, J. (2003), Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes. Débats. PUG. Grenoble

La restructuration économique du secteur militaire implique certaines formes de désarmement partiel dans un secteur ou une région. Dans ce cas, les installations industrielles et les personnels militaires sont directement concernés. Il s'agit de leur trouver de nouvelles activités. Les formes de défense sont jugées inadaptées et il faut à la fois restructurer les secteurs dont l'intérêt militaire est jugé déclinant et au contraire réinvestir dans les activités nécessaires à la nouvelle stratégie.

L'analyse économique du désarmement peut nous venir partiellement en aide. Il existe plusieurs formes de désarmement, aux conséquences économiques naturellement différentes, comme la réduction des dépenses militaires, la suppression des stocks d'armes, ou l'élimination de certaines armes particulières. Les dépenses militaires représentent un coût d'opportunité, elles sont accusées de détourner des moyens financiers et de limiter ainsi les investissements civils. Compte tenu de leur caractère improductif (dans le cadre d'une économie cosmopolite ou pacifique), les dépenses militaires exercent a priori des effets négatifs sur la croissance mondiale à long terme. Cependant, à l'aune des observations récentes, les "dividendes de la paix" sont répartis de manière très inégale, jusqu'à être négatifs à court terme pour certains pays. On peut faire trois observations.

- D'abord, tout désarmement n'équivaut pas à une réduction des dépenses militaires. La destruction des stocks d'armes ou la vérification des accords impliquent des coûts supplémentaires.

- Ensuite, une suppression des stocks d'armes constitue un vrai désarmement. Cependant, selon son volume et sa nature, il ne garantit ni la réduction des capacités stratégiques, ni celle des dépenses militaires. Le désarmement partiel (sur les armes chimiques ou par exemple) modifie les rapports de force et implique souvent une procédure de désarmement/réarmement.

- Enfin, la conversion immédiate des productions militaires en productions civiles s'avère souvent inadéquate, soit pour des raisons technologiques (inadaptation rapide d'une technologie militaire sophistiquée aux contraintes d'une production de masse), soit pour des raisons commerciales (le marché est déjà fortement encombré), soit enfin pour des raisons économiques (le coût des produits issus de la conversion n'étant pas compétitifs). Les transferts entre les technologies militaires et civiles supposent une adaptation des priorités.

Les rapports des Nations Unies du début des années 80 soulignaient l'importance des sommes engagées dans le secteur militaire, en insistant sur le coût d'opportunité considérable qu'elles représentaient notamment pour les pays en voie de développement. La fin de la guerre froide a conduit à substituer à la logique de « *l'arms control* », imprégnée de la lutte des blocs, celle du désarmement ou du maintien, en l'état, des forces. Cependant, la procédure de réduction spontanée des dépenses militaires n'a pas provoqué les importants « dividendes de la paix » attendus, sans pour autant réduire, in fine, de manière

significative les menaces, notamment du fait de l'existence toujours importante de stocks d'armes nucléaires. Au contraire, le désarmement a provoqué des crises économiques sectorielles et régionales profondes, notamment dans les pays de l'ex URSS.

En fait de dividendes, le désarmement propose plutôt une situation de récession économique immédiate. Pour y faire face, il convient d'engager de lourds investissements nationaux, régionaux et sectoriels, que les « économies réalisées » ne permettent pas, dans un premier temps, de mobiliser, compte tenu de l'obsolescence forcée d'un capital productif important. Si l'économie américaine ont pu ainsi libérer des ressources à des fins civiles, utiliser les technologies militaires de l'information dans le secteur civil, recevoir des financements du monde entier pour financer sa propre croissance, le désarmement « spontané » des pays de l'Union soviétique a été vécu comme une défaite idéologique, politique et économique. La Russie a ainsi perdu les « fleurons de son industrie », car ceux-ci, fondés sur le pouvoir militaire, étaient inadaptés aux conditions économiques nouvelles de la transition. Dans les rapports des Nations Unies, on considérait que c'était probablement en URSS que la conversion devait être la plus intéressante économiquement, compte tenu de l'existence d'un potentiel considérable de consommation solvable non satisfaite, de la faiblesse de la concurrence et de la capacité des entreprises à produire des biens à double utilisation, militaire et civile<sup>2</sup>. Or, compte tenu des infrastructures désuètes, des effets d'inertie, des installations industrielles dépassées, d'une très insuffisante culture marchande et de la crise économique, les résultats ont été catastrophiques. On peut même penser que l'échec provisoire de la transition est due, au moins partiellement, à l'incapacité du secteur militaire de se reconvertir. Pourtant, Gorbatchev lui-même avait fondé de grands espoirs sur les forces du complexe militaro-industriel pour relancer l'économie nationale. Mais il s'est heurté à la « nomenklatura », à ses privilèges et à l'idée de la grandeur de l'Union soviétique. L'expérience montre, qu'à court terme il existe peu d'applications duales pour les produits fabriqués directement à des fins militaires. A plus long terme, les « retombées » sont plus intéressantes. Ainsi, Internet était, à l'origine, un réseau de communication entre laboratoires américains d'armements nucléaires.

Le secret militaire et la recherche excessive de la création de nouvelles performances ont favorisé la création de produits à « technologie baroque »<sup>3</sup>, la ségrégation dans le travail et des pratiques de prix publics faiblement contraignantes pour les entreprises habituées aux arcanes administratives. Le secret exerce un double rôle conflictuel. D'une part, il empêche le secteur civil de propager une nouvelle technologie éventuellement adaptable à une

---

<sup>2</sup> Organisation des Nations Unies (1981), Etude des rapports entre désarmement et développement, A/36/356, ONU, New York, 3 septembre.

<sup>3</sup> Kaldor M. (1982), The baroque arsenal, Deutsch, London.

production civile. D'autre part, de par sa présence et sa prégnance sur l'ensemble de la recherche, il incite au développement de « grappes de recherches » sur des thèmes proches, ouvrant aux protagonistes des possibilités accrues de contrats, tant dans le secteur militaire que dans le secteur civil. Les obstacles du secret militaire et des règles administratives très strictes créent une véritable culture d'entreprise, peu conforme aux exigences du marché. Pour General Electric, le coût administratif de la procédure de production d'un seul programme moteur a été évalué à plus de 25 millions de francs par an.

L'industrie d'armement s'insère progressivement dans la mondialisation. Le Complexe militaro-industriel (CMI) a toujours disposé de privilèges et d'appuis politiques et économiques non négligeables. Il s'est vu attribuer le leadership de secteurs industriels vitaux. Aujourd'hui, il s'internationalise, même si les marchés restent encore principalement nationaux et si les gouvernements soutiennent toujours les exportations d'armes de leurs ressortissants. Les Etats-Unis ont cherché à rentabiliser leurs retombées militaires dans le cadre de la reconversion des industries de défense, en réduisant d'abord de moitié les fournisseurs attitrés du Pentagone et en fixant des normes commerciales pour les achats militaires. La dissolution du Cocom, remplacé par l'arrangement de Waasemar pour garder quelques restrictions à l'encontre des pays « voyous », a ouvert la voie aux exportations de produits susceptibles d'être utilisés dans les armes, notamment les matériels de télécommunication et d'ordinateurs. Ainsi, les technologies duales ont pu s'exprimer dans le domaine civil. Aujourd'hui, les technologies militaires et civiles des satellites sont très proches. Le Pentagone a même exprimé l'idée de remplacer ses anciens satellites par des satellites commerciaux. Dans le cadre de la globalisation, les Etats-Unis ont réussi la conversion de leur effort militaire, tout en restant la grande puissance militaro-économique mondiale d'aujourd'hui. Cette hégémonie risque, à terme, de poser problème.

Pour les pays producteurs d'armes, une procédure de restructuration peut avoir des effets pervers à court terme, notamment pour les industries et régions directement concernées par les activités industrielles d'armement. Les partisans de la conversion directe (de l'épée aux charrues) considèrent qu'il existe souvent des opportunités importantes dans le secteur civil qui n'ont pas été exploitées. Cependant, plusieurs situations économiques bien connues peuvent tempérer leur argumentation, comme les coûts de la conversion des installations industrielles et le recyclage des forces de travail et de la gestion, les engagements financiers importants pour entrer dans les marchés civils ou l'existence d'espaces de profit sur les marchés civils concernés. La compression des dépenses militaires, par elle-même, augmente le chômage. La substitution des dépenses militaires en faveur des dépenses civiles ne permet pas le financement rapide du capital nécessaire au maintien des emplois rendus précaires par l'obsolescence ou l'inadaptation des installations destinées à la

production des armements. Une politique économique adaptée s'impose donc, dont l'efficacité dépendra évidemment de la qualité des décisions publiques.

## **II. La restructuration, facteur de crises industrielles régionales**

Avant 2001, il y avait cinq tendances lourdes en matière d'industrie d'armement depuis la fin de la guerre froide. Primo, la réduction des budgets, notamment de la RD militaire, était importante, même aux Etats-Unis. Secundo, la recherche de coopérations industrielles, en vue d'augmenter les séries et de développer les économies d'échelle, devenait une nécessité, notamment pour une Europe militaire trop « éclatée » dans la production nationale des armements de ses composantes. Tertio, la surproduction caractérisait un excès de l'offre des entreprises sur un marché partiellement réglementé, favorisant les « exportations paupérisantes », les cessions d'activité (Nobel Industries a été vendue, dans sa partie militaire, à Celsius), les récessions (Sequa ou Sundstrand) ou les fusions, dans un contexte de réduction, voire de suppression, du rôle de l'Etat dans le capital des entreprises. Quarto, la consolidation de l'industrie d'armement américaine a été très rapide, grâce à la fois à l'aide de l'Etat en vue de la rationalisation et de la réduction des coûts, et à une politique de concentration des activités militaires, en opposition avec les autorités "antitrust", en vue de réunir toutes les capacités de savoir faire et de recherche et de développement de haute technologie auprès d'une firme nationale. Quinto, en Europe de l'Ouest, le processus d'internationalisation n'a pas conduit à une meilleure rationalisation, du fait même des lourdeurs administratives, la part encore faible des règles du marché et du poids excessif des firmes nationales sur les choix des Etats. Les grands obstacles à une défense européenne concernent le principe de "juste retour", le caractère supranational des achats à long terme, l'importance de la "préférence européenne" et le maintien de la coopération transatlantique.

Tout processus de désarmement a un coût, souvent élevé, notamment parce que les productions civiles et militaires n'obéissent pas aux mêmes marchés, ni aux mêmes règles<sup>4</sup>. Face aux restructurations, les Etats ont engagé plusieurs types d'actions économiques. D'abord, à court terme, les exportations d'armes ont été favorisées, sur un marché pourtant très déprimé et largement dominé par les matériels d'occasion des anciens pays du Pacte de Varsovie et les armes sophistiquées de l'industrie américaine. Les prix se sont effondrés et de nombreux pays se sont engagés dans des procédures d'exportations

---

<sup>4</sup> Fontanel, J. (1994), La conversion économique du secteur militaire, Economica, Paris.

Fontanel, J. (1995), Les dépenses militaires et le désarmement, Publisud, Paris.

Fontanel, J., Ward, M. (2002), A hard look at the costs of peace, World Economics.

paupérisantes. Ensuite, la restructuration des entreprises, par une réduction du volume de la production, les mises à pied, la vente ou les fermetures d'usines s'est accompagnée d'une grande vague de concentration ou de spécialisation vers les niches ou les créneaux à forts potentiels de profits. En outre, le développement de technologies génériques (ou duales), susceptibles de donner lieu à des applications civiles a été encouragée, au même titre que la diversification de la gamme des produits militaires ou civils. Une politique de délocalisation des productions militaires a été engagée, de même que la diversification du portefeuille, de la clientèle ou de la production. Enfin, la privatisation et la fusion des entreprises publiques ou privées d'armement reposent sur l'idée selon laquelle le marché est capable d'assurer, par lui-même, les nécessaires opérations et coûts (notamment sociaux) de la survie de l'entreprise. Seuls les critères de gestion sont transformés, par la recherche du profit et l'affaiblissement des concepts de sécurité et de défense nationales.

La notion de globalisation exprime l'intégration des activités productives et commerciales dans un système de marché global. Elle s'applique à la chaîne de création de la valeur, de la simple exportation à l'intégration globale de la production, en passant par tous les stades intermédiaires. Au départ, la restructuration a un coût. Comme tout processus d'investissement, elle suppose des succès ou des échecs possibles, et donc des risques économiques. D'un point de vue culturel, le secteur militaire, s'exprime principalement dans le domaine de la haute technologie, mais la « priorité défense » qu'il exerce est susceptible de retarder ou de modifier le progrès technologique. Il privilégie certaines technologies, lesquelles influencent ensuite, par tâches d'huile, le secteur civil. Il est possible, malgré les rigidités et les « effets habitude » d'appliquer la recherche-développement militaire à son homologue civile. Trois hypothèses sont généralement retenues pour l'étude de l'efficacité économique de la R&D militaire. D'abord, l'effet d'éviction suppose que les crédits engagés dans la R&D militaire le sont au détriment du secteur civil (hommes, équipements, innovations), ce que l'histoire récente n'a pas permis de vérifier. Ensuite, les transferts de technologie entre le secteur militaire et le secteur civil supposent le passage d'une priorité technologique et stratégique (souvent tenue secrète) à une priorité économique. Souvent, la R&D militaire a empêché la R&D civile de produire des résultats de haute technologie. Enfin, l'effet de traction de la demande ("demand-pull effect") indique qu'une demande supplémentaire de R&D favorise les forces d'innovation.

La restructuration des industries d'armement fait aujourd'hui appel aux technologies civiles, auxquelles il est difficile d'appliquer, a posteriori, des critères nouveaux de confidentialité.

### **III. La restructuration et la paix**

Le désarmement est aujourd'hui en crise potentielle, car ses fondements sont remis en cause, qu'une nouvelle donne internationale se dessine et que les situations impériales conduisent inéluctablement aux conflits. Depuis 2001, la restructuration ne veut plus dire désarmement, mais « refonte » des stratégies militaro-économiques en fonction des nouvelles contraintes et menaces internationales.

Les variables fondamentales de la course aux armements sont relativement nombreuses, mais trois d'entre elles ont été systématiquement retenues par les théoriciens. D'abord, plus la croissance économique augmente, plus les dépenses militaires tendent à augmenter. La nature militaire des menaces s'est estompée, quand bien même la solution aux problèmes du terrorisme, par exemple, a été trouvée dans l'intervention armée en Afghanistan et en Irak. Il s'agit peut-être, en l'espèce, des dernières manifestations guerrières violentes qui devraient laisser leur place à des stratégies militaro-économiques plus sophistiquées, moins dangereuses et plus efficaces. Dans ces conditions, les dépenses militaires devraient, dans le futur, être moins corrélées au niveau de la croissance économique des Etats. Ensuite, les « griefs » ont changé de nature. Ils ne s'expriment plus dans l'ordre systémique. Les risques de génocide (souvent à l'arme blanche) en Afrique ne sont pas encore éteints, mais ils n'impliquent pas des dépenses militaires en expansion. Les conflits d'intérêt et la haine accumulée par l'histoire commune des peuples existent. Avec l'extension de l'OTAN et la présence de l'OSCE, les risques de conflits entre les grandes puissances, grandes causes des courses aux armements s'estompent. Il faut cependant aujourd'hui porter une attention particulière sur les nouvelles formes de conflit, notamment l'essor des attentats terroristes. De nouveaux griefs semblent se faire jour, susceptibles à terme, de fournir de nouvelles raisons aux courses aux armement déclarées ou non. Ainsi, l'effort pour donner plus de sécurité au trafic aérien devrait passer de 2,5 à 6 % du prix des billets. Faudra-t-il comptabiliser ce coût dans les dépenses militaires (et donc dans la défense des pays) ou l'intégrer de manière plus large dans la comptabilité des entreprises, sans référence au caractère guerrier de l'opération ? Enfin, la course aux armements est influencée par les dépenses militaires du pays ennemi, adversaire ou concurrent. Les Etats-Unis se sont engagés dans une augmentation des dépenses militaire, vers un redéploiement des forces et la mise en place de nouvelles stratégies. En 2004, leur effort représente quasiment 40 % des dépenses militaires mondiales, ce qui en fait un pays hégémonique, puisque les pays les plus proches de ces dépenses ne représentent tout au plus que 12 % de leurs dépenses militaires, qu'ils sont de surcroît ses alliés ou des économies déséquilibrées par leur développement économique rapide (Chine) ou par leur crise économique profonde (Russie). Il n'empêche que l'importance de l'armement américain, tourné a priori vers le zéro défaut de la défense nationale, est susceptible de relancer les conflits dans nombres de domaines,



obligeant les adversaires à innover et à trouver de nouvelles techniques pour éroder le pouvoir américain.

Le traité de Rome et l'Organisation Mondiale du Commerce reconnaissent aux gouvernements un droit inaliénable sur la gestion de leur défense et de leur sécurité nationales. Si à l'origine, l'argument de l'indépendance nationale était décisif dans le choix de la production des armes, il a progressivement perdu de son pouvoir explicatif pour laisser place aux raisons économiques (réduction des importations et essor des exportations d'armes), technologiques (développement de la haute technologie ou importance des retombées de la R&D militaire sur la recherche civile nationale), régionales (création d'emplois) et politiques (existence d'un réseau dense d'intérêts à l'essor de l'industrie d'armement). Les Etats ont toujours utilisé le secteur militaire pour mettre en place leur politique industrielle.

Si en 1980, la plupart des analystes américains parlaient encore de la supériorité de l'armée soviétique sur celles de l'OTAN et du Pacte Atlantique, aujourd'hui la crise économique des pays anciennement socialiste est telle qu'un déséquilibre important s'est creusé en sens inverse, au bénéfice presque exclusif des Etats-Unis. Trois facteurs semblent caractériser cette nouvelle situation :

- D'abord, la réduction des dépenses militaires de 1990 à 2001 a provoqué des déséquilibres stratégiques, dont les effets et le caractère réversible sont encore difficiles à déterminer. Si elle ne dépend pas des seuls facteurs politiques<sup>5</sup>, elle n'en a pas moins eu des retombées en faveur d'un processus de globalisation fortement influencé par les intérêts privés et/ou américains. Le renforcement des considérations et des moyens économiques dans les stratégies militaires a conduit les Etats à se tourner vers des coopérations industrielles avec d'autres pays. Cependant, la coopération est plus souvent le résultat d'une décision plus politique qu'économique, malgré la pratique du « juste retour ».

- Ensuite, la restructuration des industries d'armement des grandes puissances s'est déroulée dans une atmosphère de crise économique régionale et sectorielle. Des effets économiques positifs se sont inscrits dans la durée, comparables à ceux produits par les investissements productifs. On a pu ainsi parler « d'investissement de la paix »<sup>6</sup>.

- Enfin, les industries d'armement américaines se sont restructurées et leur pouvoir de pression s'est renforcé, mais de nouvelles menaces surgissent à l'horizon, que les processus de globalisation risquent, à terme, de rendre plus difficiles à accepter. Les menaces changent de nature et les armes d'aujourd'hui ne sont pas nécessairement adaptées pour les empêcher de se réaliser.

---

<sup>5</sup> Matelly, S. (2000), Les déterminants économiques des dépenses militaires, Thèse, Grenoble, 30 septembre.

<sup>6</sup> UNIDIR (1992), Economic Aspects of Disarmament : Disarmament as an Investment Process, United Nations, A/47/346, 27 August, Geneva.

La fin de la guerre froide a brutalement balayé les hypothèses sur lesquelles reposaient les plans des systèmes d'armes futurs. Les Etats-Unis ont mis en place de nouveaux programmes et une nouvelle génération d'armements, aux coûts considérables. Commencée en 1991, la construction par les Etats-Unis des programmes F-22 (livraison prévue en 2004) et F/A-18E/F (livraison prévue pour 2001) vont coûter respectivement 17 et 2 milliards de dollars de recherche-développement. Pour la France, le Rafale, commencé en 1987 et sorti en 2004, coûtera 7 à 8 milliards de dollars en R&D. Les Etats-Unis ont lancé le Joint Strike Fighter (JSF) pour 2,2 milliards de dollars, pour 3000 appareils pour 2008. Les Européens étudient le Future Offensive Aircraft pour une opération initiale en 2015. La domination des pays de l'OTAN est sans partage, malgré la menace potentielle de la Chine et de l'Inde.

Aujourd'hui, l'art militaire reste à l'écoute des progrès technologiques, mais les considérations politiques prennent de l'ampleur. Les grandes puissances vont intervenir dans les conflits locaux, sans pour autant se menacer mutuellement. Les nouvelles générations d'armes sont fondées sur les technologies de l'information, en formes de méta-systèmes, qualifiant ainsi l'imbrication complète des systèmes d'armes et de la chaîne des commandements. La mise en place de virus informatiques susceptibles de rendre inoffensives les armes des adversaires constitue un instrument d'une puissance considérable. Il s'agit principalement de mettre en place un système des systèmes, fondé la numérisation, le traitement informatique et le positionnement géopolitique global et dans ce domaine, les Etats-Unis ont une longueur d'avance. On assistera à "la montée en puissance de l'information par rapport à celle des masses de produits matériels"<sup>7</sup>. Un nombre limité d'industriels maîtrise la production de ces nouveaux matériels, renforçant ainsi l'influence du complexe militaro-industriel. L'Europe étant branchée sur les réseaux américains, il en résulte une dépendance certaine qui renforce la suprématie de l'armée américaine. Les Etats-Unis réclament même l'interopérabilité des équipements sur la base des technologies militaires américaines. Dans ce cas, la loi du plus fort semble l'emporter, avec d'importantes retombées civiles sur la domination des entreprises américaines dans le monde.

Au début des années 1960, J.K. Galbraith<sup>8</sup> s'était interrogé, avec d'autres scientifiques, sur les risques inhérents à la paix ou plus exactement à la disparition des guerres. Pour lui, aucun des programmes proposés concernant la reconversion économique nécessitée par le désarmement ne tenait suffisamment compte de l'ampleur exceptionnelle des ajustements qu'elle entraînerait. Dans

---

<sup>7</sup> Murawiec, L. (1998), La révolution dans les affaires militaires aux Etats-Unis : puissance de l'innovation; Défense Nationale, Paris, Juillet.

<sup>8</sup> Galbraith J.K. (attribué à), La paix indésirable, rapport sur l'utilité des guerres, Calmann Levy, 1968.

ces conditions, les propositions en faveur d'une transformation de la production de guerre en projets de travaux publics de bienfaisance ne mettaient guère en évidence les limites du système économique. Les hypothèses de reconversion ne sont pas toujours politiquement acceptables, notamment parce qu'elles ne tiennent pas compte des élections et des intérêts acquis. Il n'existe pas de substituts valables aux fonctions militaires des conflits. En effet, la guerre a des fonctions importantes. D'abord, elle fournit le moyen le plus efficace de réalisation de la stabilité et du contrôle des économies nationales. C'est ensuite un instrument de stabilité des gouvernements. La subordination des citoyens à l'Etat et le contrôle des désaccords sociaux et des tendances antisociales sont des facteurs largement dépendants de la sécurité internationale. Enfin, au plan économique, le désarmement suppose la mise en place d'un système de gaspillage indépendant de l'économie normale de l'offre et de la demande. De nouvelles institutions devront être créées pour éviter la destruction de la société et l'adhésion des citoyens à une autorité politique. Le système fondé sur la guerre a démontré son efficacité depuis les débuts de l'histoire; il a fourni les bases nécessaires au développement de nombreuses civilisations. Dans le même courant de pensée, pour Jacques Attali<sup>9</sup>, la guerre est la manifestation extrême de la concurrence industrielle, de la création de demande et de la mise au travail des forces productives. Le conflit permet la relance de la production, il transforme les modes de consommation et les habitudes sociales. L'histoire du capitalisme implique l'émergence d'une phase brutale qui, si elle ne donne pas lieu à une guerre militaire, conduit au développement de l'aliénation symbolique. Aujourd'hui, cette dernière pourrait être retrouvée dans l'idéologie moderne de la globalisation.

Pour les Etats-Unis, l'ouverture des frontières économiques est un facteur de paix mondiale. La paradigme du « laissez faire » reste dominant et, comme le souligne toutes les analyses libérales, c'est un facteur de paix et de désarmement<sup>10</sup>. Or, les interventions économique-stratégiques des Etats sont pourtant monnaie courante, notamment celles des Etats-Unis. Pour Clinton<sup>11</sup>, la sécurité nationale dépend d'abord de la puissance économique et chaque nation est en compétition avec les autres sur les marchés mondiaux. Cette idée combattue par Paul Krugman<sup>12</sup> (« un pays n'est pas une entreprise ») conduit au développement de la géoéconomie au détriment de la géopolitique. Les Etats-Unis se sont dotés d'un appareil administratif important pour agir sur le

---

<sup>9</sup> Attali, J. (1978), *La nouvelle économie française*, Flammarion, Paris.

<sup>10</sup> Coulomb, F. (1998), *L'histoire de la pensée économique de la guerre et de la paix*, Thèse, Grenoble.

<sup>11</sup> Fontanel, J. (2002), *Disarmament : A century of economic thought*, *Defence and Peace Economics*, Tome 28..

<sup>12</sup> Krugman, P. (1996), *A country is not a company*, *Harvard Business Review*, January-February.

commerce international (notamment avec le Advocacy Centre ou War room). Avec la fin de la guerre froide, le gouvernement des Etats-Unis s'est engagé dans une guerre économique, les impératifs militaires n'étant souvent qu'une excuse pour développer une politique industrielle, favoriser la recherche-développement et subventionner les entreprises nationales. L'utilisation de l'intelligence économique et des forces de contre-intelligence (avec le développement de la NISI (« National Industry Security Information »), du DTIC (« Defence Technical Information Centre ») et de la CIRD (« Central Information Reference Collection ») en porte témoignage.

Le développement économique des Nations est un facteur fondamental de la sécurité internationale. Dans un monde de rareté, les dépenses militaires, par essence improductives, constituent un gaspillage, en particulier en l'absence de conflits internationaux ou lorsqu'elles sont surdimensionnées par rapport aux menaces. Cependant, lorsque la dignité des hommes est menacée, il arrive fréquemment que les Nations préfèrent le combat au statu quo. La sécurité internationale ne peut durablement être maintenue dans le cadre d'effets de domination ou d'inégalités économiques et sociales excessifs. Pour Claude Serfati<sup>13</sup>, la mondialisation va de pair avec la dynamique régressive du capitalisme. A côté d'îlots de prospérité, l'économie mondiale est en crise et le fossé se creuse inéluctablement. La globalisation, dominée par les pays les plus riches, ne conduit pas nécessairement à la paix. Kenneth Arrow rappelle opportunément que le précédent âge de la globalisation, fin du XIXe siècle, début du XXe siècle, a culminé avec la première guerre mondiale. Ce qui démontre que l'ouverture des frontières n'est pas une étape nécessaire vers la paix. Pourtant, les autorités militaires d'aujourd'hui combinent une insatiable demande pour de nouvelles armes et une aversion accrue pour leur utilisation. Ce n'est pas tant la globalisation que les facteurs qui l'encourage qui fournissent le signal d'une réduction des possibilités de conflits armés internationaux<sup>14</sup>.

## **Bibliographie**

Attali, J. (1978), *La nouvelle économie française*, Flammarion, Paris.

Arrow, K.J. (2000), *Globalization and its Implications for International Security*, <http://www.ecaar.org/newsletter/Arrow.htm>

Coulomb, F. (1998), *L'histoire de la pensée économique de la guerre et de la paix*, Thèse, Grenoble.

---

<sup>13</sup> Serfati, C. (1999), *Le bras armé de la mondialisation*, Les Temps Modernes, janvier-février 2000, n° 607.

<sup>14</sup> Arrow, K.J. (2000), *Globalization and its Implications for International Security*, <http://www.ecaar.org/newsletter/Arrow.htm>

- Fontanel, J. (1994), La conversion économique du secteur militaire, Economica, Paris.
- Fontanel, J. (1995), Les dépenses militaires et le désarmement, Publisud, Paris.
- Fontanel, J. (2002), Disarmament : A century of economic thought, Defence and Peace Economics, Tome 28.
- Fontanel, J., Ward, M. (2002), A hard look at the costs of peace, World Economics.
- Fontanel, J. (2003), Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes. Débats. PUG. Grenoble
- Galbraith J.K. (attribué à), La paix indésirable, rapport sur l'utilité des guerres, Calmann Levy, 1968.
- Kaldor M. (1982), The baroque arsenal, Deutsch, London.
- Klein, L.R.(1993), Développement et désarmement. La signification, in « Economistes de la paix (J. Fontanel, ed.), Presses Universitaires de Grenoble. Grenoble.
- Krugman, P. (1996), A country is not a company, Harvard Business Review, January-February.
- Matelly, S. (2000), Les déterminants économiques des dépenses militaires, Thèse, Grenoble, 30 septembre.
- Murawiec, L. (1998), La révolution dans les affaires militaires aux Etats-Unis : puissance de l'innovation; Défense Nationale, Paris, Juillet.
- Organisation des Nations Unies (1981), Etude des rapports entre désarmement et développement, A/36/356, ONU, New York, 3 septembre.
- Serfati, C. (1999), Le bras armé de la mondialisation, Les Temps Modernes, janvier-février 2000, n° 607.
- Tinbergen, J. (1993), Paix et économie. in « Economistes de la paix (J. Fontanel, ed.), Presses Universitaires de Grenoble. Grenoble.
- UNIDIR (1992), Economic Aspects of Disarmament : Disarmament as an Investment Process, United Nations, A/47/346, 27 August, Geneva.